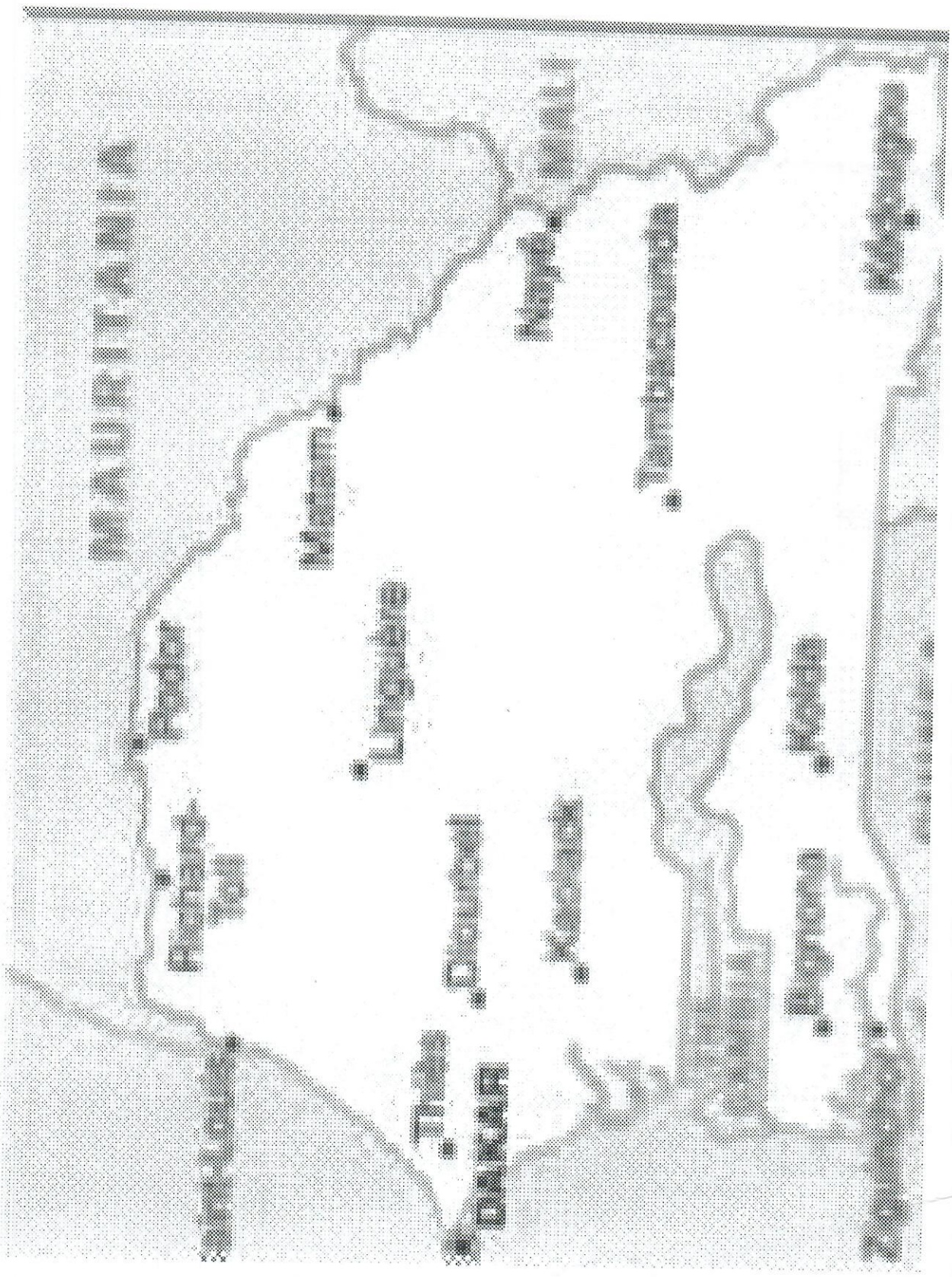


2013-17
HAC-17

STRATEGIE NATIONALE DE S-A DU SENEGAL 2003/15



PLAN DE L'EXPOSE

CARACTERISTIQUES GENERALES DU PAYS

**DIAGNOSTIC DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA
PAUVRETE**

STRATEGIE NATIONALE OPERATIONNELLE POUR 2015

**PROGRAMME QUINQUENNAL 2003-2007 DE MISE EN
ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE**

**CADRE DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DU
PROGRAMME**

1- CARACTERISTIQUES GENERALES

1.1. Caractéristiques physiques

- **Climat caractérisé par deux saisons nettement tranchées;**
- **Précipitations comprises entre plus de 1000 mm au sud et moins de 300 mm au nord du pays;**
- **Surfaces cultivables: 3,8 millions HA, dont 2,4 millions (63%) sont cultivés;**
- **Environ 10% du cultivable est irrigable; moins de 4% des terres cultivées sont irrigués et génèrent moins de 10% de la production.**

1.2. Caractéristiques démographiques

- **Population estimée à plus 10 millions d'habitants en 2002, 47% ont moins de 15 ans, 58% ont moins de 20 ans, 5% seulement ont 60 ans et plus.**
- **Rapport de masculinité = 0,95 (52% de femmes).**
- **Espérance de vie : homme 51 ans, femme 53 ans,**
- **Taux de croissance annuelle de la population: 2,7%,**
- **Doublement de la population tous les 23 ans,**
- **Population estimée à 13,6 millions en 2015.**

1.3. Caractéristiques globales de l'économie

- **Avant dévaluation: taux de croissance 1,3% par an;**
- **Après dévaluation: taux de croissance 5% par an;**
- **Dernière décennie marquée par:**
 - **stagnation de la part du primaire dans le PIB global (19,3%),**
 - **légère évolution de la part du secondaire (18,6 à 21%),**
 - **forte progression pour le tertiaire (48,7% à 50,6%).**

ESAM 1994: 58% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté; 79% des ménages pauvres vivent en milieu rural.

1.4. Caractéristiques du secteur primaire

19,3 % du PIB total sur la période 1994-2000

Source de revenus pour 5,3 millions de ruraux.

Croît de 0,7 % contre 6 % pour le tertiaire entre 1995 et 1998.

- sous-secteur agricole # 45 % du PIB du secteur et 8 à 10 % du PIB total; en décroissance de l'ordre de 2,6 % sur la période.**
- sous-secteur de l'élevage # 35 % du PIB du secteur**
- sous-secteur de la pêche # 13 % du PIB du secteur primaire**
- sous-secteur de forêts # 4 % du PIB du secteur primaire.**

1.5. Caractéristiques sociales

- **Dégradation des conditions de vie des populations.**
- **Taux brut de scolarisation = 70%,**
- **La moitié de la population est analphabète,**
- **Plus de 66% des femmes de 15 à 49 ans analphabètes,**
 - **20,9% avec le niveau primaire,**
 - **12,5% seulement du niveau secondaire.**
- **Consommation en eau potable : 28 litres/habitant/jour.**
- **Recrudescence des endémies et malnutrition chez les populations vulnérables.**
- **Sénégal cité en exemple en matière de lutte contre le SIDA.**

2- DIAGNOSTIC DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA PAUVRETE

2.1. Le profil de l'insécurité alimentaire.

- Le seuil de pauvreté, en termes de dépenses alimentaires, est évalué en 1992 à 3.324 F CFA par habitant et par mois (ESP 1991).
- La dépense moyenne des personnes pauvres se situe à 2.247 FCFA, soit 32 % en dessous du minimum vital pour la satisfaction des besoins en calories.
- En 2000, le niveau d'accès aux services de base était faible:
 - 33% des ménages branchés aux réseaux d'adduction d'eau,
 - 58% utilisant l'électricité,
 - 52 % ont des logements ne leur appartenant pas.

2.2 . Le profil de la malnutrition

Résultats de l'enquête EDSII, au plan national:

- **21,8 % des enfants âgés de 6 à 59 mois accusent un déficit pondéral, soit plus d'un enfant sur cinq ;**
- **9,2 % des moins de 6 ans atteints de malnutrition aiguë;**
- **cette malnutrition est modérée entre l'âge de 6 à 59 mois,**
- **elle est grave chez les enfants âgés de 6 à 35 mois;**
- **23,3 % des enfants âgés de 6 à 59 mois accusent un retard de croissance.**

2.3. Facteurs influents sur la malnutrition

- **Insuffisance d'accès aux infrastructures de base (santé, eau potable, hygiène, assainissement),**
- **Maladies infectieuses (parasites),**
- **Analphabétisme des mères,**
- **Rapprochement des naissances,**
- **Mauvaises habitudes alimentaires.**

3- ELEMENTS DE STRATEGIE NATIONALE

Option: contribuer à la sécurité alimentaire par une production locale diversifiée et compétitive, capable de promouvoir les revenus agricoles.

i. Renforcement des investissements physiques (accès à l'eau, les routes...)

par notamment les programmes en cours (PST 2, PNIR)

ii. Renforcement des capacités (formation, recherche, vulgarisation).

à travers le PSAOP

iii. Participation accrue des acteurs aux décisions qui les concernent

par des programmes de décentralisation et d'implication plus forte des autorités locales et des organisations à la base pour améliorer la qualité de la gouvernance.

3- ELEMENTS DE STRATEGIE NATIONALE (suite)

iv. Possibilité d'emprunter et d'épargner;

par adaptation des modes et des conditions de financement pour relancer l'agriculture, aider l'investissement public et privé,

v. Accès et gestion durable des ressources naturelles; restauration la fertilité des sols (bassin arachidier), et vulgarisation, formation à des techniques de conservation simples et peu coûteuses,

vi. Améliorer le système d'approvisionnement et de distribution alimentaire des villes;

vii. Transfert des ressources et des connaissances aux femmes.

4- RAPPEL SUR LE CADRE STRATEGIQUE

4.1. Les principes

- **Différenciation,**
- **Complémentarité et subsidiarité,**
- **Décentralisation et bonne gouvernance,**
- **Participation,**
- **Partenariat multi-acteurs et inter-institutionnel,**
- **Equité,**
- **Responsabilité partagée,**
- **Transparence, bonne gestion des affaires publiques et obligation de comptes.**

4.2. Les objectifs spécifiques

- 1. objectif spécifique n° 1 : la promotion d'une agriculture productive, diversifiée, durable et régionalement intégrée.**
- 2. objectif spécifique n° 2 : le développement, la fluidification et l'intégration sous-régionale des marchés nationaux**
- 3. objectif spécifique n° 3 : l'amélioration durable des conditions d'accès des groupes et zones vulnérables à l'alimentation et aux services sociaux de base**
- 4. objectif spécifique n° 4 : l'amélioration des dispositifs de prévention et de gestion des crises conjoncturelles, en cohérence avec la construction de la S-A structurelle.**
- 5. objectif spécifique n° 5 : le renforcement des capacités des acteurs et la promotion d'une bonne gouvernance de la S-A.**

6.2. Le diagnostic du dispositif

**Le CNSA a été créé en 1998 et placé sous l'autorité du PM.
Jusqu'ici, un seul conseil national s'est tenu, en juillet 1999.**

• Acteurs présents et dont les actions ne sont coordonnées

• ETAT:

• SOCIÉTÉ CIVILE

• COLLECTIVITÉS LOCALES

• PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

5- LA NOUVELLE STRATEGIE NATIONALE OPERATIONNELLE POUR 2015

Au total, 15 résultats et 37 axes prioritaires d'intervention.

Pour chaque axe: problématique, état des lieux, contraintes et perspectives

O.S n° 1 : 4 résultats, 9 axes prioritaires

O.S n° 2 : 3 résultats, 8 axes

O.S n° 3 : 2 résultats, 8 axes

O.S n° 4 : 4 résultats, 8 axes

O.S n° 5 : 2 résultats, 4 axes

6- 1er PROGRAMME QUINQUEN. (2003-2007) DE MISE EN ŒUVRE Ci-dessous, indications de programmes tirés du cadre logique

**O.S n° 1 : plan dir. des ressources en eau, le PDPI, le PNAE, le
plan dir. dévelopt des pêches maritimes;**

**O.S n° 2 :prog. infrastr. rurales, réseaux transfrontaliers et
intra-région, formation sur règles et normes du commerce
international;**

**O.S n° 3 :renforcer les programmes sectoriels existants:panaf,
pelcp, pssa, pelt...**

**O.S n° 4 :redynamiser CNSA et SIM, sipovca, constituer un
fonds national de secours d'urgence;**

**O.S n° 5 : formation technique et gestion, AGR, IEC, capitaliser
savoirs traditionnels...**

6.1. Les besoins financiers

Répartition par objectif spécifique et par source d'apport.

En millions de F CFA.

	Coût total	Financement disponible	Arechercher	
			Etat	Extérieur
OS1	344 723	87 765	49 205	207 753
OS2	252 788	201 828	32 635	18 325
OS3	266 000	100 000	17 700	148 300
OS4	7 500	320	855	6 325
OS5	11 400	1 400	1 480	8 520
Total	882 411	391 313	101 875	389 223

La contribution des projets en cours sur la période représente 44,34 % du coût global. Le besoin complémentaire de financement se répartit entre participation de l'Etat 20,74 % et Partenaires extérieurs 79,26 %.

6.3. Le dispositif institutionnel

• Propositions

Il faut mettre en place au sein du Ministère de tutelle du CILSS, une Cellule Nationale d'Exécution et de Suivi de la Stratégie (CNESS) pour les actions d'envergure nationale.

Elle pourra relancer le Conseil National.

Elle s'appuiera à l'échelon local sur les directions régionales du développement rural (DRDR) et les services déconcentrés de l'Etat, pour la mise en œuvre, la coordination et le suivi évaluation des actions retenues au niveau régional.